

Libération (site web)  
dimanche 11 février 2024 1771 mots

## **Gabriel Attal de Couriss, Amélie Oudéa-Castéra... «Les élites ne se contentent pas de se reproduire, elles se battent pour cela»**

Adrien Naselli

Pour le sociologue Paul Pasquali, auteur du concept d'«héritocratie», l'éphémère ministre de l'Education a malgré elle révélé un «entre-soi socio-scolaire» très homogène d'où sont issus la plupart des responsables politiques en France, dont le Premier ministre.

L'ancienne ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a été nommée jeudi au ministère de l'Education nationale en remplacement d'Amélie Oudéa-Castéra, qui elle-même conserve son portefeuille des Sports. Changement de cap avec une personnalité qui a mené une grande partie de sa carrière hors de Paris. Diplômée de l'université, elle n'a aucun lien - selon nos informations - avec Stanislas ou l'Ecole alsacienne, les écoles privées ultra-élitistes remises sur le devant de la scène avec les multiples bourdes d'«AOC» pendant son bref passage à l'Education.

Pour le sociologue Paul Pasquali, la séquence politique qui s'est ouverte avec le remaniement de janvier a été l'occasion de révéler les «capacités d'action et de résistance des élites pour défendre leurs intérêts individuels et collectifs». Emmanuel Macron a en effet maintenu sa confiance à sa ministre pendant quatre semaines, malgré son mensonge sur l'école publique Littré qui ne remplacerait pas les profs absents, un cas de contournement de Parcoursup et l'inscription de ses enfants dans une classe non mixte.

Un condensé de ce que le chercheur en sociologie au CNRS appelle «héritocratie», et qu'il a théorisé dans un livre paru en 2021 avec ce sous-titre : Les élites, les grandes écoles et les mésaventures du mérite (1870-2020), aux éditions La Découverte. Le néologisme inventé par Paul Pasquali a fait florès puisque ce détournement du mot «méritocratie» séduit des responsables de gauche, qui emploient le terme comme s'il avait toujours existé, Olivier Faure en tête.

Comment analysez-vous la séquence de débats sur l'école privée durant le passage éclair d'Amélie Oudéa-Castéra au ministère de l'Education nationale, dont elle a été éconduite jeudi ?

D'abord, elle reste au gouvernement, comme ministre des Sports, ce qui peut tout de même surprendre après une telle accumulation de faux pas. Ensuite, elle garde le soutien de l'Elysée, alors que ses propos sur l'école publique étaient indéfendables et vont sûrement laisser des traces, dans le monde enseignant comme ailleurs. Mais au-delà des maladroites, cette affaire est révélatrice. Elle condense tous les traits de ce que j'appelle l'«héritocratie», c'est-à-dire les capacités d'action et de résistance des élites pour défendre leurs intérêts individuels et collectifs. Ce qui, bien sûr, commence par leurs antichambres scolaires et par l'éducation de leurs enfants.

Cette affaire illustre de façon caricaturale ce que d'autres hauts responsables politiques incarnent sous des formes moins visibles mais tout aussi efficaces : l'entre-soi socio-scolaire

dès leur plus jeune âge, la survalorisation de la précocité, l'évitement systématique de l'école publique, y compris lorsqu'ils vivent dans les beaux quartiers, le contournement de la carte scolaire et de toutes les règles communes dès lors qu'elles vont contre leurs intérêts ou ceux de leurs proches. A cela s'ajoute, chez les familles économiquement aisées ou ancrées à droite, une préférence pour l'enseignement privé catholique qu'on peut difficilement assumer lorsqu'on est ministre de l'Education, et donc chargée de gérer un système éducatif très largement public, gratuit et laïque.

Dans quelle mesure ces révélations ont-elles pu écorner l'idée de mérite en France ?

Les élites ne se contentent pas de se reproduire, elles se battent pour cela. La transmission de l'héritage de classe, au-delà des scolarités, concerne aussi les sociabilités et les mondanités. On découvre, à travers les arrangements négociés par la ministre pour ses enfants, ce qui se joue au quotidien à l'abri des regards indiscrets pour l'ensemble des élites. Y compris, il faut le dire, dans les fractions intellectuelles des classes moyennes et supérieures.

Si l'idée de mérite continue de circuler dans les débats publics, malgré toutes les études montrant le poids des héritages et le caractère toujours majoritaire de la reproduction en dépit de quelques rares cas de mobilité sociale, la méritocratie en tant que croyance et système, elle, reste aux mains des héritiers. Paradoxalement, plus on hérite, plus on s'estime méritant. Parfois plus méritant que les autres, voire hostile envers ceux qui n'auraient «aucun mérite», à l'instar des bacheliers ZEP fraîchement accueillis dans certains lycées à prépas ou grandes écoles, dont je parle dans *Passer les frontières sociales* (La Découverte, 2014).

Les grandes écoles ont pourtant toutes mis en place des dispositifs d'ouverture sociale...

Ces dispositifs demeurent non seulement isolés, touchant peu de bénéficiaires et ne remettant pas en cause le système dans sa globalité, mais surtout ils sont empreints d'un fort élitisme, dans leur rhétorique autant que leur fonctionnement et leur recrutement. Cela contribue à masquer la réalité de l'héritocratie derrière les éloges de la méritocratie. Lorsqu'on a beaucoup de ressources, s'ouvrir ou plutôt s'entrouvrir a du bon : on recrute des éléments qui apportent leurs talents et renforcent la conviction des dominants qu'ils sont légitimes.

C'est exactement ce qu'il se passe dans les grandes écoles et, d'une certaine manière aussi, pour AOC lorsqu'elle déclare qu'elle n'a hérité de sa famille que de l'amour, alors qu'elle est passée par Sciences-Po, Assas, l'Essec, puis l'ENA. Elle oublie aussi de préciser que son mari est président de Sanofi, son père directeur de Publicis, que ses oncles sont des journalistes influents, et qu'elle fut dans la promotion d'Emmanuel Macron à l'ENA. Mais elle croit dur comme fer à son «mérite», comme tant de gens qui confondent leur travail et leur mérite, n'ayant aucune idée des épreuves que traversent les personnes nées dans d'autres milieux que le leur.

Gabriel Attal a été pointé du doigt pour avoir effectué sa scolarité à l'Ecole alsacienne, secrète école privée du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Deux ans auparavant, l'ancien ministre de l'Education Pap Ndiaye était aussi critiqué pour y avoir scolarisé ses enfants...

Oui, et ce n'est certainement pas le seul ministre ni enseignant-chercheur à faire un tel choix. Cette coïncidence est à la fois peu surprenante, lorsqu'on sait le poids des écoles privées d'élite dans les stratégies de reproduction de la grande bourgeoisie, et choquante, lorsqu'on

sait le rôle éminent de l'école publique dans l'histoire de la République française. Mais il y a là, plus qu'une dérive, une tendance lourde.

Rappelons que Jean-Michel Blanquer, avant d'arriver rue de Grenelle, fut directeur de l'Essec, après avoir été diplômé de Sciences-Po et d'Assas, et qu'il est le fils d'un grand avocat et d'une enseignante. Son soutien constant aux filières d'élite ne venait pas de nulle part : lui aussi est passé par le lycée Stanislas, du CM1 à la terminale. Ses principales réformes marquent d'ailleurs le triomphe idéologique des grandes écoles : le «grand oral» du baccalauréat, depuis longtemps en vigueur à Sciences-Po, ou à Parcoursup, qui impose une logique sélectionniste jusque-là réservée aux prépas et grandes écoles.

Qu'ont en commun les parcours de Gabriel Attal, d'Emmanuel Macron et d'Amélie Oudéa-Castéra ?

Tous trois sont passés dès leur plus jeune âge par des établissements ultrasélectifs, privés ou publics, situés dans les beaux quartiers de leur région d'origine. Ils ont aussi en commun d'être tous passés par Sciences-Po et par une autre filière d'élite, Assas pour le premier, l'ENA pour le deuxième, Assas, l'Essec et l'ENA pour la troisième, qu'on aurait tort de réduire à sa carrière de joueuse de tennis. Enfin, tous trois viennent de familles très aisées.

D'ailleurs, si d'aucuns ont salué Gabriel Attal pour sa jeunesse et son choix d'assumer ouvertement son homosexualité, on n'entend guère parler de la particule héritée de sa mère qu'il a tenu, avant de se lancer en politique, à ajouter à son patronyme, Attal de Couriss, et dont il n'a aujourd'hui plus besoin pour se faire un nom. Dans les trois cas, le mérite n'est pas qu'une illusion, c'est une croyance, intime et profonde, qui sert d'arme et de bouclier, au même titre que leur précocité, qui n'a rien à voir avec une quelconque «excellence» : elle exprime d'abord leur sens du placement, dont on voit aussi les effets pervers en termes de naïveté politique et sociologique.

La macronie compte plusieurs contre-exemples : Rachida Dati et Olivier Dussopt, enfants d'ouvriers, et Gérard Darmanin, fils d'une concierge. Sous Hollande, Najat Vallaud-Belkacem était fille d'ouvrier également. Ne relativisent-ils pas votre analyse ?

Hélas, non, car les faits sont têtus. Y compris lorsqu'on examine de plus près ces exceptions statistiques. Notons déjà que, parmi eux, certains sont plus discrets que d'autres sur leurs origines sociales : comme beaucoup de transfuges de classe, ils peuvent avoir du mal, avec le recul, avec une vision héroïque et instrumentale du mérite qui fait le jeu des dominants en parlant leur langage - celui de la compétition vertueuse et de l'effort individuel.

Rachida Dati et Gérard Darmanin, chacun à sa manière, sont les «transfuges utiles» de la macronie : en parlant d'eux et de leur parcours, on oublie que l'immense majorité des ministres, de leurs cabinets et de leurs conseillers viennent de milieux très aisés. On oublie aussi que l'un comme l'autre ont été scolarisés dans l'enseignement privé, Darmanin dans les beaux quartiers parisiens, dont Dati est depuis longtemps l'élue et la porte-parole. Enfin, on oublie que leurs carrières les ont conduits à entretenir avec les milieux populaires des contacts de plus en plus rares et ténus.

Quelles mesures pourraient être prises, à court et à long termes, pour endiguer cette transmission par l'héritage ?

Il faudrait déjà arrêter de nommer des ministres de l'Education agissant en porte-parole de l'héritocratie - laissons pour l'instant le bénéfice du doute à Nicole Belloubet. Revoir aussi en profondeur le financement public de l'enseignement privé et des grandes écoles. Ce serait autant de moyens pour revaloriser l'enseignement public et les universités, en train d'exploser actuellement faute de recruter en masse des enseignants titulaires. Pourquoi ne pas leur permettre le même taux d'encadrement que dans les filières d'élite ? Pourquoi ne pas aussi limiter la part des diplômés des grandes écoles au sein du gouvernement, des assemblées et des partis, afin de promouvoir, à compétences égales, ceux des universités ?

Enfin, il faut rouvrir deux vrais débats qui touchent directement à la question de l'héritage : l'un, sur l'impôt et les droits de succession des plus riches, qui devraient être beaucoup plus taxés, l'autre, sur les inégalités sociales de capital culturel, qui débordent l'école et ne vont pas diminuer avec des groupes de niveaux et un brevet couperet à la sortie du collège, sous couleur de «choc des savoirs». Tous les acteurs culturels, des enseignants aux chercheurs, des libraires aux bibliothécaires, des artistes aux journalistes, en passant par les militants de l'éducation populaire, ont un rôle crucial à jouer pour «réarmer» intellectuellement ces classes moyennes et populaires qui ont tant de mal à refaire confiance à la gauche.